

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Amin, Samir. *L'avenir du maoïsme*. Paris, Les Éditions de Minuit, Coll. « grands Documents », 1981, 152 p.

par Marthe Engelborghs-Bertels

Études internationales, vol. 14, n° 3, 1983, p. 593-595.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701568ar>

DOI: 10.7202/701568ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

également des raisons juridiques et des motifs idéologiques.

Passant presque directement à l'exposé de ces dernières, le commentaire de Tareq Ismaël escamote en trois pages les « dimensions juridiques du conflit » (pp. 24-26) là où on eut pu attendre qu'un internationaliste, au besoin appelé en renfort, livre une analyse qui aurait intéressé bien au-delà des spécialistes. Puis il traite avec un certain bonheur du contenu d'un affrontement idéologique aux termes duquel l'Iran apparaît au baath irakien, nationaliste arabe, comme un impérialisme régional anti-arabe, tandis que le même baath irakien semble une hérésie séculariste et chauvine insupportable à la révolution islamique iranienne, qui se réclame de l'internationalisme mahométan.

Les documents retenus en Annexes le sont en petit nombre en ce qui concerne les textes des traités et des notes diplomatiques y afférentes; ils tournent essentiellement autour des trois dates: 1847 (traité d'Erzerum), 1913 (protocole de Constantinople) et 1975 (traité d'Alger). Le choix était par contre illimité en matière de documents dits « politiques et idéologiques » et reproduits ici avec une certaine abondance. On saura gré cependant à l'auteur d'avoir opéré une sélection somme toute éclairante notamment en ce qui concerne l'Iran et l'alchimie politique plutôt plus mal connue encore que celle de son adversaire. On y trouve en particulier la Constitution de la République islamique *in extenso* et de surcroît illustrée d'un minutieux diagramme (pp. 32-33) complexe et suggestif.

De toute façon, un tel type d'ouvrage qui ne prétendait pas à épuiser son sujet par une étude systématique et exhaustive le pouvait encore moins par la juxtaposition de documents si bien choisis fussent-ils. Tel quel cependant cet *Iraq and Iran* reste commode pour des recherches de seconde main.

Louis-Jean DUCLOS

Centre d'études et de
recherches internationales
Paris

CHINE

AMIN, Samir. *L'avenir du maoïsme*. Paris, Les éditions de Minuit, Coll. « grands Documents », 1981, 152 p.

Rédigé à la gloire du modèle socialiste chinois – ou plus précisément de l'idéal socialiste de son auteur – cet ouvrage comprend trois parties menées rondement et avec peu de nuances.

La première énonce les trois modèles théoriques de développement des forces productives parmi lesquels doivent choisir les pays de la périphérie sous développée, à prédominance agricole, dont l'agriculture est retardée, l'industrie faible et inégalement répartie et l'économie largement fermée sur elle-même. Ce sont le modèle socialiste de la Chine maoïste qu'il pose comme exemple positif, le modèle étatiste dans lequel la bourgeoisie d'État a remplacé les propriétaires capitalistes et dont l'exemple se trouve en URSS et, enfin, le modèle du capitalisme périphérique intégré à un système de division internationale du travail, soumis donc à un régime de dépendance.

Une deuxième partie est consacrée au développement de la Chine populaire depuis 1950 jusqu'en 1980 et à la comparaison schématique des résultats qu'aurait obtenus chacun de ces modèles appliqué à un pays comme la Chine en 1949.

En conclusion, l'auteur oppose maoïsme et révisionnisme, séparés selon lui par le degré de solution véritable apportée aux contradictions au sein du peuple. Il justifie les principales décisions prises par les dirigeants chinois depuis 1977 par sa conviction qu'elles assureront la continuité du maoïsme.

La ligne directrice du développement chinois est présentée comme axée sur le développement national autocentré et la distribution égale du revenu entre les travailleurs, après l'abolition de la propriété privée des biens de production. Pour s'y tenir, il a fallu octroyer la priorité à l'agriculture, soit refuser les prélèvements forcés sur le produit des paysans et il a fallu veiller à réaliser entre les

viles et les campagnes des échanges égaux. Tous les principes jugés justes par l'auteur sont réduits à des énoncés théoriques et hyper-simplifiés et sont considérés comme ayant été appliqués à la lettre en Chine depuis 1950 alors que dans la pratique nul n'ignore qu'ils ont subi de fréquentes et graves entorses. La démonstration est d'autant plus efficace qu'elle ne tient pas compte de tous les éléments qui peuvent la perturber. L'auteur peut ainsi affirmer que ce modèle est basé sur l'hégémonie de l'alliance scellée et maintenue entre les ouvriers et les paysans.

Le modèle étatique tel que l'auteur le déduit de l'expérience de l'URSS est, lui aussi, fondé sur l'abolition de la propriété privée des biens de production mais il recourt aux prélèvements autoritaires auprès des paysans des capitaux nécessaires à l'accélération de l'industrialisation et cherche à rémunérer les travailleurs en fonction de leurs qualifications et de leur productivité. Ce modèle est censé reproduire l'hégémonie de la bourgeoisie d'État alliée à de nouvelles classes moyennes.

Le modèle du capitalisme périphérique enfin tient le rôle de repoussoir; il s'agit d'une société de classes dans laquelle les propriétaires fonciers, les classes moyennes et les capitalistes s'approprient la part du lion des revenus et dans laquelle la rentabilité des choix économiques est comparée sur base de la loi de la valeur capitaliste mondiale à la référence supérieure de l'efficacité. Ce modèle aboutit nécessairement à intégrer le pays qui l'adopte dans le système mondial impérialiste. Ce modèle est finalement bien proche de celui de l'étatisme soviétique: il n'en diffère, dans la description qui en est donnée, que par le phénomène de la rémunération des capitaux (qu'instaure la Chine populaire depuis 1981) et par l'influence qu'exercent les prix mondiaux dans pareille économie ouverte.

Une série d'éléments jugés négatifs dans le modèle de l'URSS paraissent ne pas exister en Chine. Citons à titre d'exemple la permanence de classes moyennes (alors que la dictature démocratique du peuple est restaurée en Chine et que les intellectuels, techniciens, experts et les éléments patriotiques qui sont les héritiers de la bourgeoisie nationale font à

nouveau partie du peuple et sont appelés à jouer un rôle essentiel dans la modernisation); les dépenses de l'administration (comme si en Chine la nécessité de simplifier et de réduire la bureaucratie n'était pas un leitmotiv de chacune des lignes opposées dans leur conquête du pouvoir et malgré des décisions prises depuis 1978 pour réorganiser les unités agricoles de production et pour libérer les paysans du poids que représentait leur encadrement: souvent un cadre détaché de la production pour trois ou deux producteurs agricoles!). De même, nulle mention de dépenses militaires en Chine ni même des soldats qui avaient été considérés cependant comme la troisième composante du peuple pendant la grande révolution culturelle prolétarienne. Seule l'exploitation des paysans est dénoncée dans le modèle de l'URSS, celle des ouvriers est ignorée et il semble qu'aucune de ces exploitations n'ait existé en Chine; il est vrai que l'auteur présente l'accumulation au sein des communes populaires comme le résultat de contributions volontaires des paysans au développement de leur unité collective, en passant toute l'activité de ferme persuasion des activistes révolutionnaires sous silence.

De manière générale, M. Samir Amin affirme bien plus qu'il ne démontre de manière convaincante. C'est ainsi qu'il prétend abolies en Chine les inégalités entre les villes et les campagnes ainsi que les inégalités de revenus entre les ouvriers et entre les paysans, en ignorant les publications chinoises antérieures à l'automne 1976 qui n'ont jamais réussi à masquer entièrement la permanence des trois grandes différences à éliminer ni que les écarts selon le sexe, la fonction, le statut, la situation de famille, le lieu de résidence, la nature de l'unité à laquelle était attaché le citoyen avaient tendance à se creuser, ne serait-ce que parce que partout s'imposait la nécessité de ne prendre appui que sur ses seules propres forces.

L'image que donne l'auteur de la Chine ne peut être altérée par des éléments capables de démobiliser le lecteur. La stratégie de développement en faveur de laquelle il plaide implique l'hégémonie des ouvriers alliés aux paysans et l'autocentrage du développement;

ces deux éléments figuraient dans la recette préconisée par la ligne révolutionnaire dirigée par le Président Mao et leur application doit fournir la preuve de leur efficacité. À l'ensemble des pays de la périphérie à s'en inspirer! L'auteur apprend ainsi à ses lecteurs que les capacités de la Chine lui permettent de répondre à ses besoins nationaux dans tous les domaines et à tous les niveaux techniques (p. 41), que l'affectation autoritaire et administrative à l'emploi n'y a pas cours, que les régions agricoles, même les plus pauvres, ignorent la mendicité.

Le même optimisme de nécessité porte l'auteur à affirmer que la stratégie poursuivie depuis l'automne 1976 continue celle menée depuis trente ans: il ne peut en être autrement puisque c'est la seule voie juste et féconde. À la monochromie du rouge révolutionnaire réalisée en Chine doit répondre l'expansion de son seul modèle dans toutes les campagnes du monde, quelles que soient les hétérogénéités des pays qui forment la périphérie sous-développée.

L'absence de rupture dans la stratégie suivie par les dirigeants chinois qu'énonce l'auteur constitue une thèse tout à fait défendable mais pour d'autres raisons que celles qu'il met en avant. Comment croire en effet que malgré certaines imperfections dans l'exercice démocratique des pouvoirs que reconnaît l'auteur, c'est parce que le peuple détient le pouvoir en Chine que l'évolution vers le modèle du capitalisme périphérique qui compromettrait l'indépendance nationale est impossible et que, de même, le choix du modèle étatique est exclu étant donné qu'il impose une orientation de la production non conforme aux intérêts du peuple. La variante du développement capitaliste-étatique suivie dans les pays de culture confucéenne comme le Japon et la Corée du Sud que cite l'auteur sans s'y attarder, mériterait sans doute plus d'attention, ne serait-ce que parce qu'elle a fleuri à Taiwan.

Le but premier des dirigeants chinois, communistes révisionnistes ou révolutionnaires est et a été depuis 1949 de conquérir l'égalité et l'indépendance de leur pays dans tous les domaines; les oscillations de lignes

ont été, bien plus que des changements de stratégie, des choix de tactiques qui ont été suivis de rectification de leurs excès. L'égalitarisme et la lutte des classes comme le développement des forces de production à partir des pôles les plus avancés et la paix sociale ont été des moyens utilisés par prédilection et en alternance pour atteindre aussi rapidement que possible la liberté totale de manoeuvre des dirigeants et la souveraineté illimitée du pays. L'ouverture au camp socialiste en 1949 comme l'ouverture en 1978 aux pays économiquement les plus développés, malgré le discours d'auto-suffisance, sont contenues et leurs conséquences maîtrisées car l'objectif reste à titre prioritaire de renforcer l'autonomie nationale. La continuité est en effet remarquable mais elle dure depuis bien plus de trente ans; elle perpétue la politique traditionnelle de la Chine. Il peut être utile de rappeler le programme de Sun Yat-sen, son plaidoyer en faveur de l'ouverture aux échanges économiques et scientifiques et sa conception particulière de l'impérialisme, phénomène politique causé par un nationalisme en expansion bien plus que conséquence d'une volonté d'exploitation économique d'autres pays ou d'autres peuples.

Marthe ENGELBORGHs BERTELS

Centre d'Étude des Pays de l'Est
Université Libre de Bruxelles

TUNG, Rosalie L.; *Chinese Industrial Society after Mao*, Lexington (Mass.), Lexington Books, 1982, 379 p.

Depuis la mémorable rencontre entre pongistes américains et chinois, il s'est beaucoup écrit sur la Chine. Nous avons eu droit aux récits de voyage enthousiastes de partisans de la voie chinoise et de ceux à saveur moins idéologique, mais, bien souvent, guère plus valables, d'invités spéciaux, dont les 21 jours bien encadrés, semblaient les autoriser à écrire de longs témoignages sur le « modèle chinois ». Aujourd'hui, l'ouverture de la Chine sur le monde extérieur, facilitée par le remue-ménage qui a succédé à la disparition de Mao